



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Monnaie-europeenne-monnaie>

# Monnaie européenne/monnaie nationale

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2002 - N° 1022 - juin 2002 -

Date de mise en ligne : vendredi 19 janvier 2007

Date de parution : juin 2002

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

**En attendant que l'idée d'une monnaie non capitalisable fasse son chemin dans les esprits, une monnaie parallèle émise par l'État pour secourir les exclus du progrès pourrait servir de transition. Voici comment un lecteur la décrit :**

En ce monde moderne dans lequel il est montré tant d'imagination pour produire en abondance les biens de consommation, en s'ingéniant à éliminer le plus possible de main d'oeuvre pour rester compétitif et concurrentiel, on ne se préoccupe pas de ce que devient l'être humain privé de son revenu, devenu chômeur inutile, exclu de la société, quelques-uns risquant de devenir délinquants. L'Etat se trouve dans la situation paradoxale de ne pouvoir résoudre la misère dans une nation riche : il essaie de faire face à la situation en attribuant des allocations de chômage, mais ne créant pas la monnaie, il doit prélever sous forme d'impôts ce dont il a besoin pour indemniser les chômeurs et assurer toutes les charges et aides qui lui sont demandées.

Maintenant que nous avons la chance d'avoir une monnaie européenne, l'euro, pourquoi l'Etat ne pourrait-il pas créer une monnaie intérieure de service, non capitalisable, non bancaire, s'annulant au premier achat, attribuée chaque mois (ou trimestre) et devant être utilisée dans un délai d'un an avant d'être annulée, en contrepartie d'un service civil assuré par le bénéficiaire qui ainsi ne serait plus assisté. Le commerçant recevant cette monnaie à l'achat d'un produit, s'en servirait pour payer ses impôts et charges diverses, la monnaie retournerait donc dans les caisses de l'Etat, lequel ne s'endetterait pas d'un centime (d'un centième !) en aidant, sans conflit, le commerce, notamment l'artisanat et le commerce de proximité. Après avoir "rôdé" ce système et y avoir réfléchi, peut-être l'application de cette idée pourrait-elle s'étendre à d'autres domaines ? Je pense en particulier au remboursement d'une partie des soins médicaux, et, éventuellement aux retraites.

Qui, aujourd'hui, au-delà de toutes idéologies politiques, se sent intéressé à réfléchir dans un esprit de communauté humaine à cette idée, même si à première lecture elle paraît "farfelue" ?